

SELON UNE ENQUÊTE SUR LA POPULATION

# 86% des enfants âgés de 2 à 14 ans subissent des châtiments

**Selon la «MICS 3 Algérie», une enquête initiée en 2006 par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et l'Office national des statistiques sur la situation des femmes et des enfants, a montré une évolution favorable, selon les indicateurs globaux que sont notamment la nutrition, la vaccination et la scolarisation.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - L'enquête réalisée, entamée en 2006 et achevée en décembre 2008 et qui s'est appuyée sur 30 000 échantillons répartis sur 7 régions du pays, a touché des aspects tels que les conditions de vie des ménages, la nutrition et la santé de la mère et de l'enfant.

Elle a aussi été réalisée en collaboration avec l'Unicef, le système des Nations unies pour le développement en Algérie, l'UNFPA et l'ONU sida en vue de mettre à jour la situation des enfants et des femmes et de suivre les progrès de la réalisation des objectifs du plan d'action mondial, «un monde digne des enfants» et des objectifs du millénaire pour le développement.

Les premiers résultats donnés par l'enquête ont ainsi montré que la population algérienne se compose de 49,5% de femmes et de 50,5% hommes. 59,5% de la

population réside, par ailleurs, en milieu urbain et 40,5% en zone rurale.

Selon les initiateurs de l'étude, l'objectif premier du projet est d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Ceci avec comme priorité de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de la population qui souffre de la faim. Ainsi et selon les données fournies par l'enquête, la prévalence de l'insuffisance pondérale chez l'enfant de moins de 5 ans est de 3,7%. Elle est de 5% chez l'enfant dont la mère est sans instruction et de 1,3 % chez les enfants dont la mère à un niveau universitaire.

Selon les spécialistes, des données ont été fournies par l'enquête concernant le chiffre préoccupant de 86% des enfants entre 2 et 14 ans qui sont victimes de châtiments corporels ou psychologiques. 22% d'entre eux sont victimes de violences physiques. Par ailleurs, 4% des

enfants sont forcés à effectuer un travail. 1,5% est exploité et obligé de fournir un revenu. Des disparités sont toutefois signalées au sein de la population, notamment en ce qui concerne l'assistance aux accouchements par un personnel qualifié. Si le taux est de 100 % au niveau national, deux femmes sur dix dans le Sud du pays

ne sont pas prises en charge par des personnes qualifiées. Cela est aussi le cas pour le suivi de grossesse et selon les données fournies par l'équipe de recherche, une femme sur quatre n'a pas eu de suivi prénatal lors de sa grossesse dans les milieux dits défavorisés.

L'éducation est aussi le deuxième objectif visé avec

comme but principal d'assurer l'éducation primaire pour tous et de donner d'ici à 2015 à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

De ce fait, le taux de scolarisation a atteint les 96,5% au primaire et 62,8% aux niveaux moyen et secondaire.

Pour le professeur Kellou, directeur de l'Institut national

de la santé publique (INSP), l'enquête «MICS 3 Algérie» «a eu le mérite de situer le niveau de santé des enfants en Algérie par rapport à ce qui est admis universellement».

Selon notre interlocuteur, un travail de longue haleine est aussi nécessaire pour exploiter la banque de données fournies par l'enquête.

**F-Z. B.**

## LIGUE ALGÉRIENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

# Appel à la création d'un ministère de l'Enfance

**Le président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme a appelé, hier, à la création d'un ministère de l'Enfance et d'une fédération des associations activant pour la défense des droits de l'enfant.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Les rapports établis par la LADDH attestent de manière indéniable que les droits les plus élémentaires des enfants sont très souvent bafoués. Ainsi, selon Maître Hocine Zehouane, une telle institution devrait permettre de faire reconnaître, respecter et mieux appliquer les droits de l'enfant. Aussi, regrouper les associations en fédération vise à harmoniser les efforts et consolider les démarches. Le président de la LADDH a salué l'action des associations et relevé la complémentarité dont doivent faire preuve les pouvoirs publics et les associations. Autour de cette priorité, le conférencier rappellera le rôle de la famille. La sonnette d'alarme sera tirée concernant la négligence familiale.

Docteur Amarouche du réseau Wassila affirme que les cas de maltraitance intra-familiale et les violences sexuelles sont les plus recensés. Par ailleurs, on rappellera l'épineux problème de la sécurité dans les écoles, qui relève du primordial. «Nos enfants ne sont plus en sécurité», souligne-t-on. Ainsi, les maîtres-mots de la défense des droits de l'enfant devront être : sensibilisation et information. Un rôle qui incombe à tous. En mettant l'accent sur la nécessité de respecter chaque enfant dans son individualité, les représentants des associations, présents à la conférence de presse, ont appelé à «une meilleure prise en charge des enfants». Une importance particulière sera donnée à l'enfant handicapé. «Des franges entières d'enfants handicapés sont livrées à elles-mêmes. Dans une société où l'individualisme prend le dessus, les enfants handicapés sont ceux qui souffrent le plus de la marginalisation. Il n'existe pas de politique de prise en charge», soutient Zehouane. Il relève, en outre, «le laxisme» dont font preuve les Algériens et le

manque de cohérence politique. Dans ce sens, le ministère de la Solidarité est qualifié de ministère de la charité, sa mission étant limitée à apporter des aides occasionnelles. Il est fait abstraction de réels problèmes quant à l'application des droits.

Intervenant lors de cette rencontre, un membre de l'association El Amal, pour handicapés moteurs, a insisté sur l'impératif de délivrance d'une carte à tout enfant handicapé dès son jeune âge.

L'attention sera attirée sur la nécessité de construire des infrastructures spécialisées et assurer les outils pédagogiques. «Seules trois écoles spécialisées existent à Alger. Et cela demeure insuffisant.» Autre problème soulevé par l'oratrice, l'accessibilité, et le transport qui font défaut. Les enfants handicapés sont souvent confrontés au manque de structures de rééducation fonctionnelle. Enfin, on retiendra, selon les intervenants, qu'en matière de défense des droits de l'enfant «les bénévoles sont plus efficaces que les officiels».

**W. Z.**

## M<sup>me</sup> NOUARA SAÂDIA DJAÂFAR À BOUIRA

# Pour une meilleure prise en charge des enfants et des femmes

**M<sup>me</sup> Nouara Saâdia Djaâfar, ministre déléguée auprès du ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, chargée de la Famille et de la Condition féminine, était hier l'hôte de la wilaya de Bouira.**

Ainsi, après avoir donné le coup d'envoi des épreuves du BEM à Lakhdaria, la ministre s'est rendu au CFPA de Lakhdaria où elle a eu des explications concernant la formation professionnelle de la femme au foyer et de la femme rurale. Sur place, nous avons appris que pendant l'année 2008, il y a eu 4 628 femmes formées au niveau des différents CFPA de la wilaya. Sur ce total, nombre d'entre elles ont bénéficié des différents dispositifs d'accompagnement prévus par la loi pour aider la femme à s'insérer dans la société ou à créer sa propre entreprise. Pour ce faire, la wilaya de Bouira a installé un guichet unique qui accompagne la femme et lui facilite la tâche quant à l'obtention d'un crédit bancaire pour le lancement de sa propre affaire.

D'ailleurs à ce sujet, la ministre déléguée a insisté sur les recommandations du Premier ministre lors du dernier Conseil des ministres concernant les instructions données aux banques afin de faciliter l'octroi d'une ligne de crédit dans le cadre des dispositifs de l'Ansej, l'Angem et la Cnac au

profit de la femme au foyer ou de la femme rurale.

Ainsi, présentement à Bouira, pour l'année 2008 et sur les 6 428 femmes formées au niveau des CFPA, 303 ont bénéficié des dispositifs de l'Ansej, 2 164 de l'Angem, et, enfin, 48 pour la Cnac.

Avant de quitter le CFPA, la ministre déléguée a visité les différents stands des stagiaires venues des différentes localités de la wilaya. En outre, elle a eu à visiter le laboratoire des essences végétales, le seul existant au niveau des CFPA en Algérie et dont un module est dispensé dans la spécialité horticulture assurée au niveau du centre.

Par ailleurs, et c'est parce que c'est la Journée mondiale de l'enfance, la ministre déléguée s'est déplacée à Bouira où elle a eu à lancer officiellement le festival national de l'enfance qui se déroule au niveau de la salle OMS de Bouira auquel toutes les écoles actives sur le territoire de la wilaya sont invitées. Toutes, sauf celle d'Echarika, une école de football de Bouira qui compte près de 100 enfants, qui vient de

participer à un tournoi international à Paris lors duquel elle a remporté quatre coupes, mais... qui n'a été invitée ni par la DJS ni par le wali qui ne les a même pas reçus après leur retour triomphal de Paris.

Après ce lancement officiel, M<sup>me</sup> Nouara Saâdia Djaâfar s'est déplacée à l'INSFP où elle a rencontré les différentes associations féminines. Là, elle a présenté le plan national d'action pour les enfants qui vient d'être adopté par le gouvernement et qui s'étalera jusqu'à 2015. Un plan qui tourne autour de 200 objectifs à atteindre pour la protection de l'enfant. La représentante du gouvernement a longuement insisté sur la nécessité de fédérer les énergies afin de prendre en charge l'enfant ainsi que la femme, notamment les cas sociaux.

Et avant de quitter la salle, la ministre a invité le président de l'association Nada qui vient de créer un réseau national pour prendre des problèmes des enfants et des femmes.

Le réseau Nada travaille en étroite collaboration avec les cellules d'écoute des DAS au niveau des wilayas ainsi que des APC, les services de sécurité et la justice pour la médiation. Avant de clôturer la conférence, des cadeaux ont été offerts à certaines associations

alors que la wilaya a fait un geste très émouvant en honorant la femme du garde communal, le défunt Boussaâdi Merzak, âgé de 35 ans, décédé il y a moins d'un mois à Maâla lors de l'explosion d'une bombe.

La veuve, qui était accompagnée de ses deux enfants âgés de moins de 5 ans, a reçu, outre des cadeaux symboliques, une décision d'une aide à l'habitat rural avec engagement du wali de prendre en charge toute la construction de la maison.

Enfin, la ministre déléguée a rendu visite à la pouponnière de Bouira où vivent 31 enfants ; 19 garçons et 12 fillettes. Dans ce centre, ouvert depuis le 2 octobre 1995, 762 enfants y ont déjà transité dont 362 garçons et 400 fillettes. Le centre a placé, depuis, 530 enfants au niveau national et 64 enfants à l'étranger.

Ce centre dispose de toutes les commodités pour une meilleure prise en charge des enfants.

Dans la soirée, la ministre a assisté au lancement officiel du colloque national sur le rôle de l'artiste dans l'éducation des générations. Ce colloque, qui est à sa 4<sup>e</sup> édition se tient au niveau de la maison de la culture et s'étalera sur trois jours.

**Y. Y.**

## ACCIDENTS DE LA ROUTE

# 26 000 morts par an dans les pays arabes

Un colloque scientifique sur les expériences arabes et internationales dans l'organisation de la circulation routière se tient à Alger du 1<sup>er</sup> au 3 juin prochain.

Un événement organisé conjointement par le ministère algérien des Transports et l'Université arabe des sciences sécuritaires Nayef, en Arabie saoudite. Ce colloque, auquel ont pris part des experts de tous bords, a permis d'établir une passerelle et un échange d'expériences dans le domaine de la lutte contre les accidents de la route.

Présent à la cérémonie d'ouverture, le ministre algérien des Transports a souligné la nécessité d'organiser une action concertée afin de faire reculer ce fléau.

Amar Tou a affirmé que les chiffres fournis par l'Organisation mondiale des statistiques sont alarmants. Près de un million quatre cent mille personnes meurent chaque année des suites d'un accident de la route.

Selon une étude réalisée par des agences spécialisées à l'horizon 2020, le nombre de morts sur les routes doublera pour atteindre les deux millions trois cent mille victimes, si aucune mesure n'est prise.

Le ministre des Transports a, par ailleurs, souligné que le nombre des accidents routiers se multiplie par dix dans les pays sous-développés. Ceci est dû au non-respect des mesures de sécurité et à la vétusté des moyens de transport.

Pour ce qui est du monde arabe, il a été expliqué, en marge des travaux de ce colloque, que le nombre de morts par an sur les routes est de 26 000. Quant aux blessures de différents degrés, on compte 250 000 cas. Ces accidents ont coûté aux pays arabes près de 60 millions de dollars. Pour ce qui est de l'Algérie, il a été souligné qu'en 2008, la route a tué 4 422 personnes et blessé 65 000 autres. Ceci pour un total de 40 000 accidents au 31 décembre de cette année. Entre le bilan de 2007 et celui de 2008, il a été enregistré une hausse de 5%. Ces accidents ont coûté aux caisses de l'Etat la bagatelle de 1,3 million de dollars, soit 100 milliards de dinars.

Le parc national roulant a augmenté de 26% entre 2004 et 2008, dira le ministre. Le nombre de véhicules en circulation est estimé à 5,6 millions.

Il a, enfin, été mentionné que dans le cadre de la lutte contre la criminalité routière, un certain nombre de mesures ont été prises qui vont se traduire par la mise en application d'un nouveau code de la route. Des amendes et des sanctions plus sévères sont prévues à l'endroit des contrevenants.

**N. M.**